

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **Décision Modificative n°03** **Budget assainissement collectif 205-08**

**Objet : Décision budgétaire modificative portant virement de crédits du chapitre 020 (dépenses imprévues) vers les autres chapitres de la section d'investissement**

Le Président de la Communauté de Communes du Ternois,

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT et, notamment ses articles L 2322-1 et L2322-2) ;  
Vu la délibération du Conseil communautaire n°26 du 14/04/2023 portant vote du Budget Primitif 2023 (budget principal) et nouvelles dispositions relatives aux articles spécialisés ;

Considérant que, sur le fondement de l'article L 2322-2 du CGCT, le Président peut « employer le crédit pour dépenses imprévues pour faire face à des dépenses en vue desquelles aucune dotation n'est inscrite au budget » ;

Considérant qu'il y a lieu d'employer le crédit pour dépenses imprévues inscrit au budget primitif 2023 (budget principal) à hauteur de **trois mille six cents euros**

#### **Décide**

**Article 1 :** Est autorisé le virement de **trois mille six cents euros** du chapitre des dépenses imprévues de la section d'investissement (chapitre 020) vers :

Le chapitre 16 « remboursement du capital des emprunts » de :

- **Article 1641 remboursement du capital : 3 600 euros**

Conformément aux dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M49, les mandats afférents aux dépenses imprévues seront imputés sur les natures et fonctions correspondant auxdites dépenses, auxquels sera jointe la présente décision budgétaire portant virement de crédits.

**Article 2 :** Conformément à l'article L 2322-2 du CGCT, il sera rendu compte de l'emploi de ce crédit de dépenses imprévues à la première réunion du Conseil Communautaire qui suit l'ordonnancement de chaque dépense, avec pièces justificatives à l'appui (ces pièces demeurent annexées à la délibération).

**Article 3 :** M. le Directeur Général Adjoint de la Communauté de Communes du Ternois est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera rendue exécutoire après publication et transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Tout recours contre la présente décision doit être formulé auprès du Tribunal Administratif de Lille dans les deux mois à partir de sa publication.

Acte rendu exécutoire par son envoi et transmission

En Préfecture en date du **16/01/24**

Le Président,



A Herlin Le Sec, le 31 décembre 2023

Le Président,  
Marc BRIDOUX

